

le télé-enseignement dans quelques pays d'Afrique australe

le Collège international de télé-enseignement

Sa création

Le collège international de télé-enseignement (1) est un organisme à but non lucratif, dont le rôle est de fournir consultations, renseignements et conseils sur le télé-enseignement, c'est-à-dire l'emploi combiné de l'imprimé – en général sous forme de cours par correspondance – de la radio et de cours avec enseignant. Le collège s'intéresse surtout à l'utilisation de ces techniques pour l'enseignement non traditionnel.

L'I.E.C. a travaillé avec les gouvernements et les universités du Tiers-Monde en offrant des renseignements, des conseils, des formations et du personnel pour des projets de télé-enseignement. A la demande des gouvernements concernés, il a créé des collèges à l'Ile Maurice (le collège mauricien des ondes (1)), au Botswana (le collège de télé-enseignement du Botswana) (1) et au Lesotho (le centre de télé-enseignement du Lesotho) (1); avec l'université de Lagos, il a aussi contribué à la mise sur pied de cours par correspondance.

(*) En anglais : distance teaching. Nous avons adopté le mot télé-enseignement par commodité; il n'existe pas en France d'organisme similaire, le Centre National de Télé-Enseignement de Vanves, France, cité dans l'article, n'utilisant pas les mêmes méthodes.

Dans la suite du texte, nous désignerons ce collège par ses initiales anglaises : I.E.C. : International Extension College (131 Hills Road, Cambridge, Angleterre, l'un des directeurs en est Hilary Perraton). N.D.L.R.

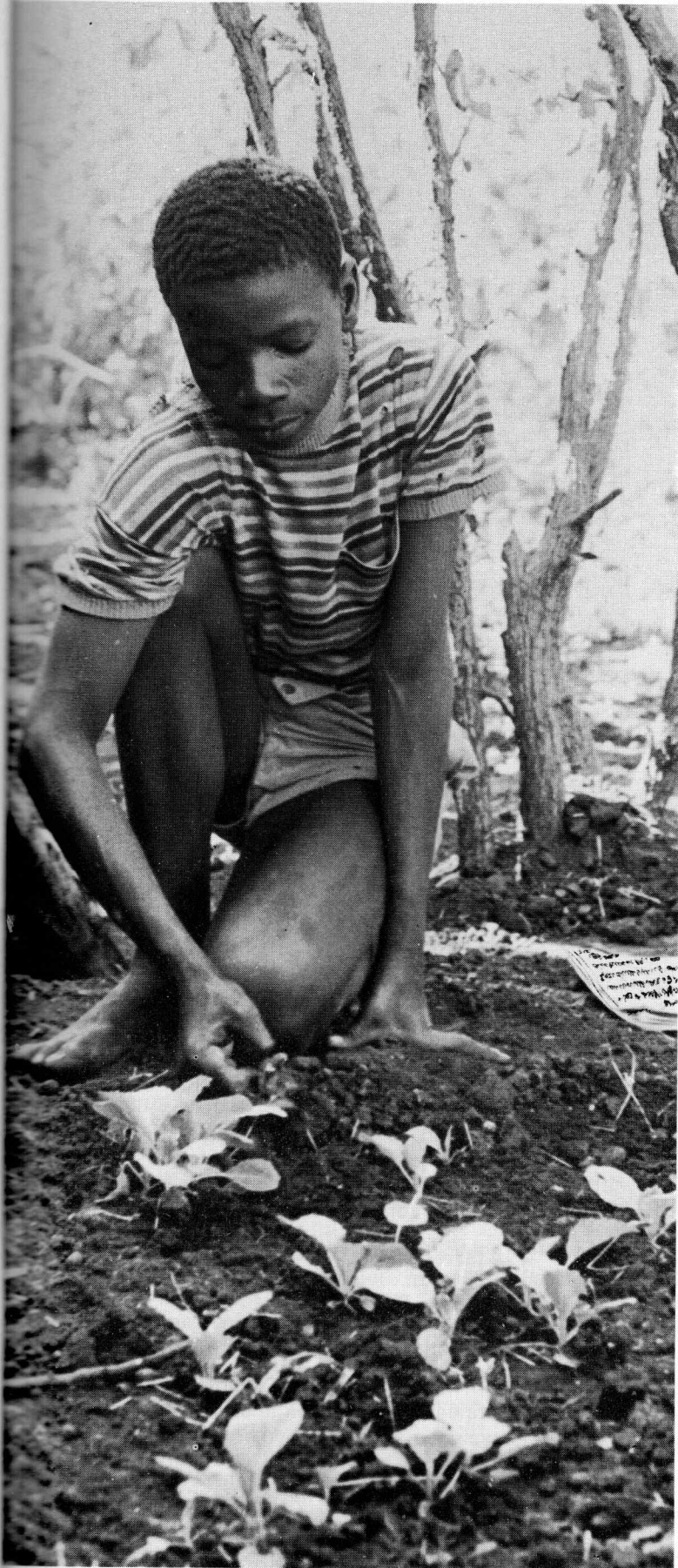
(1) Dans la suite du texte, nous désignerons ces trois établissements par leurs initiales anglaises : M.C.A. (Mauritius College of the Air), B.E.C. (Botswana Extension College) et L.D.T.C. (Lesotho Distance Teaching Centre).

Le collège est en liaison avec le National Extension College et le Département de l'Éducation pour les pays en voie de développement, qui fait partie de l'Institut de l'Éducation de l'Université de Londres.

De loin, on est frappé par les ressemblances entre le Botswana, le Lesotho et le Swaziland. Nous aurions tendance à les voir briller comme une bonne action dans un monde mauvais et surgir, par opposition à la R.S.A. (2), tels des îlots de liberté se détachant sur une mer sombre. Il y a du vrai, bien sûr, dans cette vision floue et lointaine; ces trois pays ont des gouvernements non racistes, ils essaient de poursuivre une politique d'expansion nationale et individuelle tandis que leurs économies sont inévitablement dominées par leur voisine riche et brutale. Le Lesotho est totalement enclavé dans la R.S.A. Le Swaziland a des frontières communes avec la R.S.A. et le Mozambique, de sorte que sa situation géopolitique a évolué de façon dramatique ces trois dernières années. Celle du Botswana est encore plus complexe; il a des frontières communes avec le Zimbabwe, la R.S.A., la Namibie et la Zambie. La frontière avec la Zambie n'est d'ailleurs qu'un point au milieu du Zambèze, point assez vaste pour permettre la circulation d'un ferry jusqu'à Kazungula, ce qui a relié le Botswana à l'Afrique libre pendant ses dix années d'indépendance.

Mais les différences sont aussi importantes que les ressemblances. Le Botswana est un immense plateau, à peu près de la taille de la France, malgré une population de moins d'un million d'habitants. C'est un pays d'élevage, qui a gardé son indépendance

(2) R.S.A. : République Sud-Africaine.



Étudiant d'une classe agricole au Botswana. Au premier plan, des légumes; à l'arrière-plan, le manuel s'y référant.

face à la R.S.A., parce qu'au dix-neuvième siècle, ses chefs, en diplomates rusés et prévoyants, ont compris qu'un protectorat sous la reine Victoria était préférable à la domination des Boers. Le sable du Kgalagadi recouvre la majeure partie du pays. La présence ou l'absence de pluie décide de la vie des hommes et de celle du bétail comme c'est le cas pour le Sahel, exposé au même climat. Le climat du Swaziland est plus doux; on peut y faire pousser ce que l'on veut, depuis le maïs et l'orange sur les contreforts de ses montagnes rondes, jusqu'à la canne à sucre dans les plaines. Au moment de la guerre des Boers (1899-1902), le pays était encore indépendant et put ainsi bénéficier du statut de protectorat accordé au Botswana, au lieu d'être englouti dans la R.S.A. Les rudes montagnards du Lesotho, les Boso-tho, étaient résolus à se battre pour leur indépendance. A deux reprises, au XIX^e siècle, le roi Moshoeshoe dut se replier dans sa retraite montagnarde de Thaba Bosiu; mais lui et ses successeurs ont réussi à garder leur indépendance, malgré la perte d'une grande part de terres traditionnelles du Sotho, sur l'autre rive de l'Orange. Il leur reste un superbe royaume montagneux, âpre et ravagé par l'érosion du sol. Son économie aux abois survit en envoyant de la main-d'œuvre dans les mines de R.S.A.

Ces trois pays ont obtenu leur indépendance à la fin des années soixante; ils se sont tournés vers le télé-enseignement dans les années soixante-dix, pour essayer de résoudre leurs problèmes pédagogiques. Ils en ont fait un usage varié, chacun selon ses besoins et selon les conditions du pays. Leurs expériences différentes font ressortir certaines qualités du télé-enseignement, ainsi que les conditions propres à chaque pays.

Pour l'île Maurice, c'est encore autre chose. Il y a deux raisons, l'une pragmatique, l'autre philosophique, de l'étudier en même temps que le Botswana, le Lesotho et le Swaziland. La raison pragmatique est que l'I.E.C. s'est occupé de la mise en place d'un établissement de télé-enseignement à l'île Maurice, comme au Botswana et au Lesotho. La raison philosophique se trouve dans la réponse que peut apporter le télé-enseignement aux problèmes pédagogiques dans le monde. L'île Maurice offre un tel contraste avec les trois pays libres d'Afrique du sud qu'elle est utile pour permettre d'établir une évaluation du télé-enseignement confronté au plus vaste éventail de situations pédagogiques voire même de pénurie en ce domaine.

L'île Maurice est située en effet à 1 500 miles (3) dans l'océan Indien. Elle est restée déserte jusqu'au XVII^e siècle. Des vagues successives d'immigration y ont amené des colons, français, volontaires ou non, des esclaves d'Afrique et des ouvriers indiens engagés sous contrat. Les différences de cultures et les mélanges de race donnent à l'île Maurice une culture urbaine et variée, un langage propre, le créole mauricien, et un niveau de prospérité qui repose précairement sur la seule récolte de sucre.

(3) 1 mile : 1 600 m.

Ses objectifs

Pour découvrir ce qu'un organisme, basé en Angleterre à l'origine, a fait en matière de télé-enseignement dans les trois pays étudiés, il nous faut faire un peu d'histoire. L'Angleterre n'a jamais eu de centre national de télé-enseignement, bien qu'en 1939, elle ait eu à faire face aux mêmes problèmes d'interruption de son enseignement que ceux qui ont amené la France à créer le C.N.T.E. Elle n'a pas saisi cette occasion de lancer un établissement d'enseignement par correspondance soutenu par le gouvernement; l'enseignement par correspondance est resté en grande partie aux mains d'écoles commerciales dont le but était de gagner de l'argent plutôt que d'offrir un enseignement de qualité. Pour essayer de combler cette lacune, et pour servir de pilote à l'« Open University » (4), le Dr Michael Young, sociologue londonien, a fondé en 1962 le N.E.C. (5), sous forme d'un organisme bénévole. Il voulait ainsi fournir des cours par correspondance corrects et leur adjoindre, là où c'était possible, des cours radiodiffusés et des cours avec un enseignant. Le concept de télé-enseignement par les média a commencé à jouer un rôle important dans l'enseignement anglais au moment même où il était adopté en France et outre-Atlantique. Pendant ses sept ou huit premières années, le N.E.C. a reçu du flot régulier de visiteurs, d'enquêtes et de demandes d'aide, venus des établissements de télé-enseignement du Tiers-Monde. Il a pu les aider un peu, prodiguant une fois des conseils à une école au Malawi, une autre fois du matériel pédagogique à l'Université des Antilles. Peu à peu, le besoin s'est fait sentir d'un organisme capable d'aider les établissements du Tiers-Monde. L'I.E.C. a été fondé en 1971. Voilà ce qu'à l'époque, nous déclarions vouloir faire :

« Il n'y a pas assez de ressources pédagogiques dans le monde. Elles ne sont même pas équitablement réparties. Il en résulte, comme nous l'a fait remarquer un collègue égyptien l'an passé, « qu'avec les méthodes traditionnelles, nous n'avons réussi à instruire que la moitié du monde ». L'I.E.C. a été créé en 1971 pour essayer certaines des méthodes non-traditionnelles. Nous nous intéressons en particulier à ce que nous appelons, faute d'un mot meilleur l'« enseignement à trois voies » (6), c'est-à-dire la combinaison de l'enseignement par correspondance avec les cours radiodiffusés et les cours par un enseignant. C'est une technique de pointe, lancée en Angleterre par le N.E.C. et utilisée à présent sur une grande échelle par l'« Open University ».

Nous avons quatre buts immédiats :

- A la demande d'organismes gouvernementaux et nationaux, aider à installer dans des pays où il n'en



Récolte de la canne à sucre à l'île Maurice.

existe encore aucune, des écoles à but non lucratif, utilisant le système à trois voies;

- Fournir aux établissements d'enseignement par correspondance et par les media, des services consultatifs, pour leur permettre d'évoluer, d'étendre et de renforcer leurs programmes.

- Construire un centre international des ressources, regroupant pour les distribuer ensuite, renseignements, documents, matériels pédagogiques, ainsi que l'expérience de l'enseignement à trois voies, venus du monde entier;

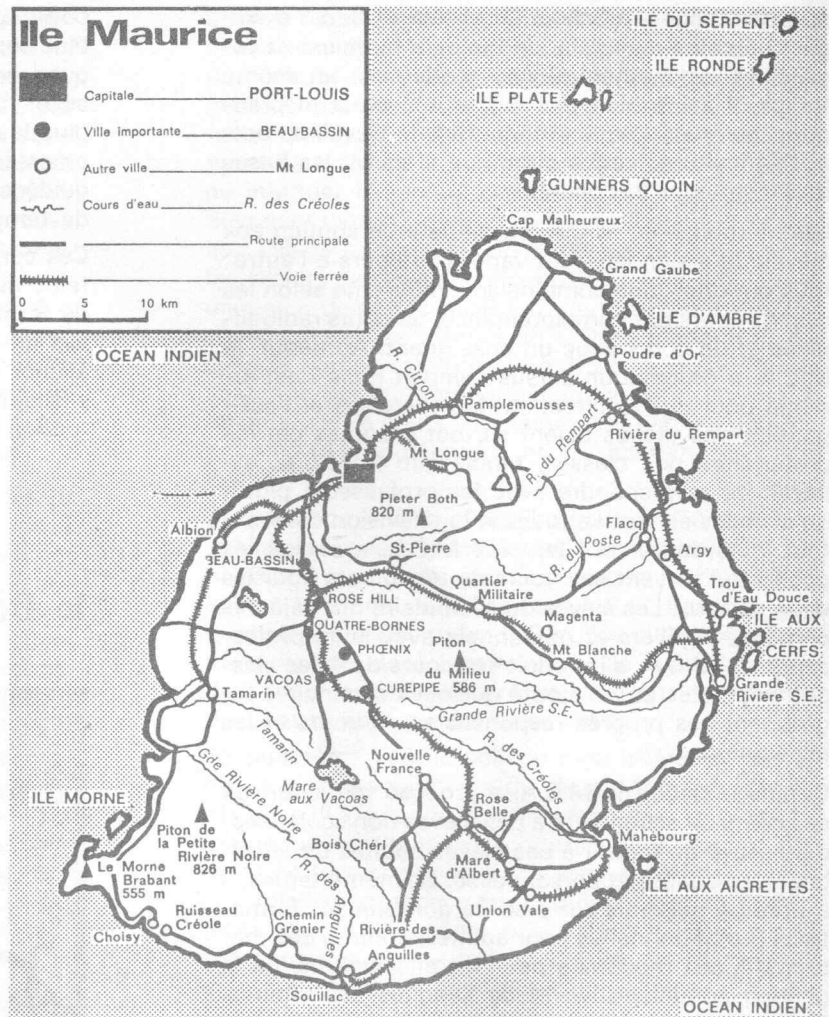
- Faire de la recherche, préparer et diffuser des publications destinées à promouvoir le bon développement de l'enseignement à trois voies.

Animés de ces intentions, nous avons commencé par étudier ce qui se passait dans le Tiers Monde, spécialement en Afrique. A la suite d'enquêtes et de visites préliminaires, on nous a invités à créer des écoles de télé-enseignement à l'île Maurice, au Botswana et au Lesotho.

(4) Open University : université « ouverte » de Londres.

(5) National Extension College.

(6) Three-Way Teaching.



Ile Maurice

Depuis plusieurs années, l'Ile Maurice a un enseignement primaire pratiquement généralisé. Par contre, un nombre d'élèves très limité a accès à l'enseignement secondaire dans les écoles publiques. Il en résulte la création de très nombreuses écoles privées. Dans quelques-unes, le niveau est excellent; dans beaucoup il est plus que lamentable. Certaines sont tenues par des organismes religieux ou à but humanitaire; la plupart sont à but lucratif. Presque toutes les écoles secondaires offrent un programme classique. Jusqu'à maintenant toutes les tentatives d'y introduire des matières techniques et professionnelles s'étaient révélées à peu près sans succès. A l'Ile Maurice, les lacunes pédagogiques se trouvent donc dans le secondaire et l'enseignement pour adultes, et non dans le primaire.

C'est dans ce contexte que l'I.E.C. a accepté de créer le M.C.A. (7) pour le gouvernement mauricien (II). Il a accédé à sa demande de fournir en priorité un service chargé de l'amélioration du niveau de l'enseignement et une meilleure adaptation des programmes dans les écoles secondaires privées. Il es-

pérait en même temps pouvoir expérimenter un enseignement socio-professionnel pour les élèves non scolarisés, ceci à tous les niveaux. Ces buts ne sont pas incompatibles: un cours sur la malnutrition entre aussi bien dans un cursus scolaire de biologie humaine qu'il convient à de jeunes parents, à des infirmières, à des élèves-infirmiers ou à des assistants sociaux. Comprendre le rôle des coopératives dans le développement économique est aussi nécessaire aux fermiers qui tentent d'améliorer leur pouvoir d'achat qu'à des étudiants en économie, au niveau « O ».

Ces priorités ont amené le M.C.A. à centrer, pendant ses trois premières années, son plus gros effort sur les cours destinés aux écoles secondaires privées, surtout les moins favorisées d'entre elles, qui se trouvent en zone rurale et recrutent les enfants des familles les plus pauvres. Le collège a étudié la question sous deux angles: il a essayé d'offrir des cours intéressants et de bonne qualité, en tronc

(7) Mauritius College of Air.

commun, pour le « School Certificate » (8), par exemple des cours d'anglais, de biologie humaine et sociale, et de mathématiques modernes; en même temps, il a introduit des sujets nouveaux et pratiques, au niveau de la sixième, tels le travail du bois et l'agriculture; ceci a contribué à élargir les bases de l'instruction secondaire.

Les méthodes du M.C.A. en matière de soutien aux élèves du secondaire ont varié d'un cours à l'autre; tous ont offert une combinaison, différente selon les cas, de cours par correspondance, de cours radiodiffusés et de cours avec un enseignant. Au début, le M.C.A. a proposé un cursus complet mais s'est arrangé pour que la direction des exercices et l'assignation des tâches soient surtout assurées par les professeurs des classes, tandis que le M.C.A. essayait de correspondre avec les professeurs plutôt qu'avec les élèves. La radio et la télévision couvrent tout le territoire de l'île, et le M.C.A. a équipé les écoles qui suivent ses cours de récepteurs pour les deux réseaux. Les élèves du secondaire ont déjà des contacts réguliers et personnels avec leurs professeurs: le M.C.A. a introduit ses cours dans les classes existantes et y a ajouté quelques séminaires regroupant ses propres responsables de cours et les enseignants.

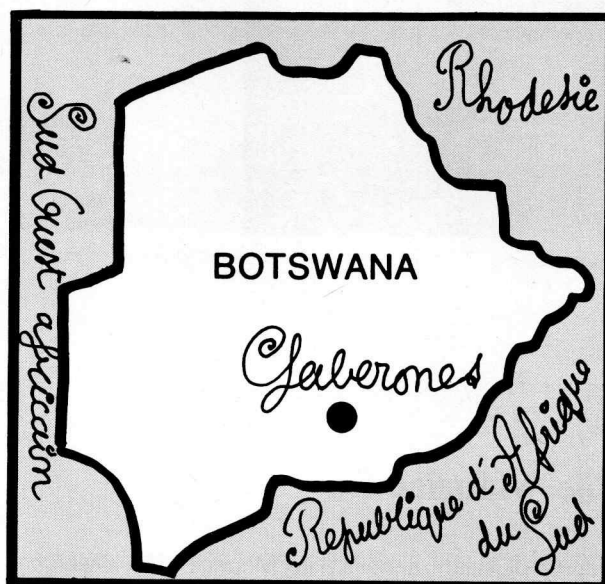
Depuis le début, le M.C.A. a proposé la plupart de ses cours de secondaire à des élèves non scolarisés; il a essayé de fournir à ces élèves adultes un enseignement adapté et personnalisé. En même temps, il a préparé puis mis sur pied de nombreuses formations professionnelles pour adultes, comme des mathématiques modernes pour les enseignants, de la gestion administrative et de l'anglais des affaires. On a aussi essayé à plusieurs reprises, d'adapter ou de restructurer des cours ou parties du cours, en vue d'un auditoire plus vaste, et de les présenter sous une forme allégée et moins académique! Certaines parties du cours de biologie humaine et sociale (niveau O) (9) ont ainsi été remodelées sous forme de cours de sciences naturelles pour des adolescentes non scolarisées, qui suivaient, une fois par semaine, un cours d'économie ménagère dans des centres sociaux. Ces essais « hors cursus » ont été inévitablement freinés, en partie par l'insistance du gouvernement à soutenir l'enseignement secondaire traditionnel, en partie par la demande écrasante des écoles privées, et en partie aussi par la limitation stricte des crédits, ce qui a restreint les possibilités d'embauche du M.C.A. Plus grave encore, des projets n'ont pu se réaliser à cause du refus du gouvernement de diffuser les cours en créole.

Pourtant, des données récentes indiquent que le M.C.A. va bientôt pouvoir étendre ses efforts à l'enseignement extra-scolaire. Il projette de créer une chaire, d'abord expérimentale, de centres de post-formation dans lesquels les élèves jeunes ou adultes, non scolarisés, pourraient suivre des cours. Ce seront toujours des cours trois voies et, là où le besoin s'en fera sentir, on adaptera ou réorganisera les

cours préexistants des écoles secondaires. La combinaison et l'organisation des méthodes pédagogiques seront pourtant extrêmement différentes de celles des cours scolaires; on utilisera beaucoup plus les méthodes par correspondance classiques; on créera en diverses matières des groupes d'études guidées, à l'aide de professeurs itinérants qui feront de temps en temps cours eux-mêmes.

Ces centres de post-formation, reposant sur le système du télé-enseignement, offriront une possibilité de formation secondaire au grand nombre des élèves que les établissements officiels ne peuvent pas accueillir. Ils concentreront leur effort sur des sujets susceptibles d'aider les élèves à tirer parti de leur situation sociale, économique ou professionnelle.

le Botswana



Le Botswana compte environ 650 000 habitants répartis sur une superficie de 570 000 km², soit la taille de la France. Ancien protectorat britannique (1895-1966), il est indépendant politiquement de l'Afrique du Sud. Il dépend du réseau de communications de l'Afrique du Sud, de ses ports et de son système de transport. Il fait partie de l'Union douanière de l'Afrique du Sud.

Le « Botswana Extension College » a été fondé en 1973 dans deux buts principaux: en premier lieu, découvrir à l'aide d'un certain nombre de cours expérimentaux, la portée du télé-enseignement dans un pays comme le Botswana, tout en aidant à résoudre quelques-uns des problèmes pédagogiques propres au pays. D'entrée de jeu, nous nous sommes donc intéressés à l'action comme à la recherche.

La population du Botswana se concentre dans l'est du pays le long de la ligne de chemin de fer qui traverse le pays et relie la R.S.A. au Zimbabwe. Le reste du pays est, en grande partie, trop sec, et ne peut nourrir qu'une population éparse et quelques troupeaux. L'économie du pays se base traditionnel-

(8) School Certificate: examen de fin d'études.

(9) O: ordinary level.
A: advanced level.

lement sur l'élevage. En 1966, date de son indépendance, le pays était extrêmement pauvre – tant en ce qui concerne le P.N.B. que dans son système pédagogique, complètement inadapté; il y avait, par exemple, quelques 1 500 élèves pour le secondaire dans tout le pays (III). Depuis lors, on a découvert et exploité des filons importants de minerai de copper-nickel, de charbon et de diamant, de sorte que les perspectives financières du pays se sont trouvées dépasser de loin les rêves les plus fous d'il y a dix ans. Le gouvernement du Botswana est décidé à faire bénéficier le pays entier du surplus de richesses qui en découle au lieu de n'en faire profiter qu'une poignée de villes riches au milieu d'un pays toujours pauvre. Il en résulte que le développement rural est l'une des plus importantes priorités nationales.

L'insuffisance du système pédagogique existant au Botswana a fait que le ministère de l'Éducation a donné la priorité, entre autres, au développement par le B.E.C. des possibilités d'enseignement secondaire. Dès le début, l'un des rôles du B.E.C. a donc été de proposer des cours préparant au Junior Certificate et au G.C.E. (10) que l'on présente respectivement après trois ans et après cinq ans d'études secondaires (IV). Mais, ni le ministère, ni le collège ne voulaient que ces cours l'emportent sur les autres tâches; l'engagement national sur le plan du développement rural obligeait le B.E.C. à concentrer son attention sur des cours extra-scolaires. Leur but était avant tout d'élever le niveau de vie des populations éparses du Botswana, confrontées à un environnement rude, et au désir d'améliorer leur sort.

Une fois le financement assuré, la première tâche de l'I.E.C. a été de détacher deux membres à des fonctions-clé – le directeur et le sous-directeur du B.E.C. Ils ont commencé par établir avec les organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux les tâches auxquelles le B.E.C. pourrait être utile afin de choisir les premiers cours du Collège et de voir comment on les rattacherait au programme général du gouvernement en matière de développement rural. Ces discussions ont amené le Collège à se lancer dans trois directions. Nous voulions d'abord, comme base à notre travail rural, essayer de déceler les besoins des paysans. Nous voulions voir ce que les gens avaient besoin d'apprendre, et comment nous pourrions utiliser le télé-enseignement pour satisfaire ces besoins, selon un système proche de celui de Paulo Freire, bien que l'alphabétisation ne soit pas, en l'occurrence, l'essentiel (V). Cela nous a conduits à créer des cours de puériculture, de culture maraîchère, de cuisine et de diététique – matières choisies par les habitants de deux groupes de villages dans lesquels les membres du Collège ont vécu quelques mois. Par ailleurs, en second lieu, il aurait été stupide d'écarter les définitions des besoins ruraux déjà fournies par le gouvernement et sur lesquelles nous voulions également baser nos cours.

(10) Équivalents anglais du B.E.P.C. et du baccalauréat. Ces examens peuvent se préparer à des niveaux différents, dont le niveau « O ». G.C.E. : General Certificate of Education.

Lors de discussions avec le ministère de la Direction et des territoires locaux, on a suggéré l'idée de faire un cours pour les membres des comités de développement locaux. C'était des organismes élus et démocratiques, sorte de fondement pour un gouvernement local. Mais le gouvernement n'avait pu aider ou informer beaucoup ces C.D.V. (11) sur ce qu'ils devraient faire pour favoriser le développement dans leur village – même si l'on disposait de crédits pour les projets de développement. C'est pourquoi le ministère a demandé au B.E.C. de créer pour eux un cours utilisant le manuel du C.D.V., préparé par le collège, comportant une suite de cours radiodiffusés soutenue par du matériel pédagogique et un travail en groupes. Le cours fait maintenant partie d'un programme d'enseignement et de soutien pour les C.D.V.

En troisième lieu, le collège a commencé à travailler également avec le ministère de l'Agriculture; il a débuté une série de cours pour les clubs de jeunes orientés vers l'agriculture et financés par le ministère. Comme les C.D.V., les clubs existaient déjà, répartis dans tout le pays; ils avaient besoin de l'appui supplémentaire et des renseignements du Centre, pour prospérer et croître.

En quatrième lieu, le collège s'est intéressé, dès le début, aux changements du régime foncier, annoncés en 1973, pour les terrains des tribus couvrant la moitié environ de la surface totale du Botswana. Le système foncier en vigueur s'était avéré inadapté à l'accroissement récent des populations et du bétail; toute chance de justice sociale en la matière aurait été perdue si l'on autorisait la mise en place d'un système incontrôlé de clôture; par ailleurs, le maintien du système existant menaçait à la fois l'écologie et l'augmentation de la production en bœuf. En 1975, le gouvernement avait tracé les grandes lignes d'une nouvelle politique en matière de pâturages tribaux, et il avait demandé au B.E.C. de jouer un rôle important dans un programme d'information et de consultation sur cette politique et ses implications. En 1976, avec d'autres organismes du gouvernement et l'Université, le Collège a lancé sur une grande échelle un programme radiodiffusé portant sur cette politique. Plusieurs milliers de groupes ont pris part à ce programme. Une fois cette phase terminée, le B.E.C. a des projets pour un enseignement public de longue durée sur les manières de tirer profit des politiques nouvelles. Il a commencé à former l'équipe gouvernementale – agents de l'expansion agricole et membres des comités locaux – afin de leur enseigner certaines des techniques dont ils auront besoin pour faire appliquer cette politique. Nous voyons donc que le problème du pâturage tribal dominera le travail du B.E.C. dans les années à venir; pour justifier ceci, il faut souligner que des changements fonciers vont toucher la vie de presque tout le Botswana dans les vingt prochaines années. Si le télé-enseignement doit jouer un rôle important dans la formation des adultes en ce qui les touche le plus, voilà bien un centre d'activité pour le Collège.

(11) Comité de Développement du Village.



Le Lesotho compte environ un million d'habitants pour une superficie de 30 344 km². Ancien protectorat britannique (1868-1966), il est totalement enclavé en Afrique du Sud (...). Il appartient à l'Union douanière sud-africaine et dépend de l'Afrique du Sud, pour ce qui est des transports, du réseau de communications et des services postaux.

le Lesotho

En 1973 le gouvernement du Lesotho a proposé à l'I.E.C. de travailler avec lui à la création d'un centre de télé-enseignement dans le pays. L'I.E.C. a accepté de fournir du personnel et de trouver des fonds pour le centre, ainsi que d'apporter les soutiens de sa base et celui des autres collèges. De son côté, le ministère a accepté de détacher du personnel pour le centre et d'apporter une modeste contribution financière pendant les deux premières années. Le gouvernement a également accepté de fournir des locaux et d'allouer au centre un temps d'antenne; il a aussi accordé la franchise postale – ce qui n'est pas négligeable.

Pour mettre le centre sur pied, l'I.E.C. a envoyé le sous-directeur du M.C.A. au Lesotho au début de 1974. Nous avons également engagé le long et – en ce cas – difficile processus de lever des fonds pour le L.D.T.C. à l'étranger. Cette opération s'est avérée particulièrement ardue au cours des premiers dix-huit mois du fonctionnement du centre et le développement de celui-ci s'en est ressenti.

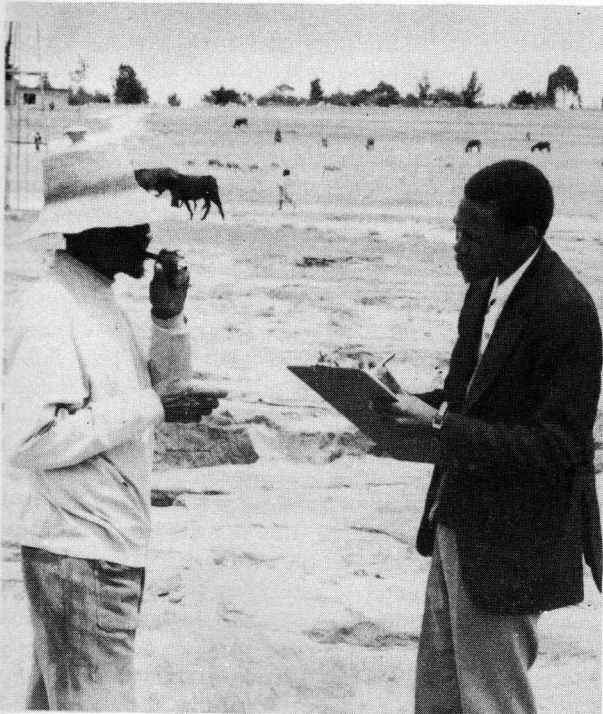
Malgré ses nombreux problèmes, le Lesotho a un bon réseau d'écoles primaires, de sorte qu'un nombre exceptionnellement élevé d'enfants d'âge primaire est scolarisé. Il en résulte que le Lesotho s'enorgueillit du plus haut taux d'alphabétisation en Afrique; la moitié environ de la population sait lire le sesotho, le langage national qui a une tradition écrite

vieille d'un siècle, avec des journaux bien implantés. La masse de la population vit dans les plaines à l'ouest du pays, mais un nombre élevé d'habitants vit dans les montagnes qui se dressent à l'est des plaines. Les communications y sont difficiles: une seule route traverse la région, entièrement carrossable en Land Rover et desservie en partie par un service quotidien de bus. Mais bien des coins en sont très éloignés et la présence de montagnes rend difficile même l'écoute de la radio, dans les coins les plus reculés. Des services aériens réguliers et irréguliers permettent des services postaux plutôt rapides si l'on pense à l'éloignement et à la nature sauvage du pays.

Dans les premiers projets du L.D.T.C., il était convenu que le centre entreprendrait des études pour définir les tâches prioritaires et s'assurer qu'elles étaient en rapport avec les besoins du Lesotho. On ferait des enquêtes préliminaires qui décideraient du choix des cours. Ensuite, viendraient des études sur les besoins en enseignement rural. Ces aspects semblaient importants.

Le seul et très gros problème auquel le L.D.T.C. eut à faire, face pendant ses deux premières années fut un manque de fonds. Mais, bizarrement, cela a aidé le centre à définir avec plus de certitude son rôle au Lesotho. Le L.D.T.C. ne pouvait lancer aucun projet ambitieux trop tôt, car il n'avait pas d'argent pour le faire. Il a dû examiner avec grand soin les différents usages possibles de ses ressources, accentuer la recherche préliminaire, éviter une technologie inutile et chère, chercher des procédés plus économiques et trouver des sources de fonds locales. Sa lente croissance forcée a permis au personnel d'acquérir expérience et maîtrise dans une multitude de petits travaux; les équipements devaient pouvoir être utilisés et entretenus par le personnel local; de ce fait, les premières erreurs furent sans gravité et les solides fondations d'une expansion future se sont trouvées posées.

Le centre réserve maintenant ses ressources à trois tâches: fournir un enseignement rural de basé, une agence de services aux autres organismes et une aide aux candidats privés. Plus des 9/10^e de la population du Lesotho vit dans de petits villages pour beaucoup éparpillés dans tout le pays. Comme la réception radio est mauvaise à cause des montagnes, mais que le taux d'alphabétisation est élevé, il a semblé que le matériel imprimé pouvait apporter une information peu coûteuse à un grand nombre de gens. Le centre a mené une vaste enquête pour savoir combien de gens savaient lire, comment ils lisaient et comment concevoir le matériel pédagogique le mieux adapté. A l'aide des résultats de l'enquête, le centre édite toute une gamme de petits manuels portant sur des sujets pratiques, tels le crochet, les premiers secours et la culture des légumes. Le premier fascicule – un livre de cuisine, à base d'aliments bon marché et nutritifs – a été diffusé dans un réseau de cliniques rurales. Vingt exemplaires environ ont été vendus cinq cents pièce. D'autres ont suivi, avec le même succès.



Agriculteurs participant à un travail préliminaire de recherches pour la conduite de cours au Lesotho.

Partant de cette réalisation, le centre enquête à présent sur les besoins en enseignement de base, en vue de créer un programme de télé-enseignement pour les satisfaire.

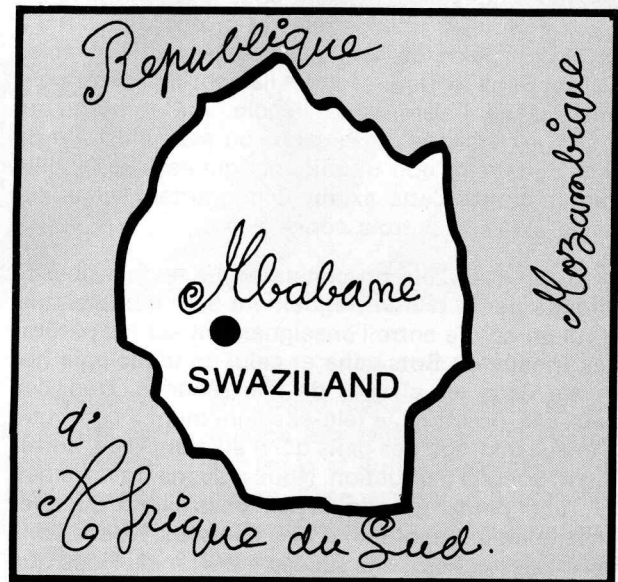
Le centre met à la disposition d'autres organismes son expérience et ses moyens en matière de télé-enseignement. Il fait payer ses services au prix coûtant. Sa décision d'être une agence de services pour d'autres organismes pédagogiques intéressés par les méthodes de télé-enseignement a été inspirée par des considérations à la fois pragmatiques et pédagogiques. En fonctionnant comme agence de services, le centre pouvait expérimenter la conception et la production d'une gamme de matériel bien plus étendue que ce qui aurait été possible autrement. En faisant payer ses services, il peut avoir des revenus propres, ce qui sera très important quand il devra moins compter sur les dons. Les considérations pédagogiques découlent du fait que si les organismes qui proposent un enseignement non traditionnel sont nombreux au Lesotho, ils manquent d'expérience et d'équipement pour l'emploi des media. Une agence de services pourrait améliorer la qualité de l'enseignement proposé.

Environ 1 000 candidats privés se présentent chaque année au Junior Certificate ; 300 à peu près présentent le niveau « O ». Il n'existe pas au Lesotho de cours du soir et les cours par correspondance des écoles commerciales de la R.S.A. sont souvent rédigés pour un autre programme, qui est en outre plutôt d'assez mauvaise qualité. Il en résulte que les candidats privés sont très mal préparés aux examens et que le taux de succès est inférieur à 10 %.

Le centre veut aider les candidats privés en produisant une gamme de cours par correspondance rédigés par les enseignants du Lesotho pour les étudiants du Lesotho. Ces cours sont soutenus par des programmes radio et des cours sur place. Le centre a créé des cours d'agriculture, de comptabilité, de commerce et de mathématiques modernes pour préparer au Junior Certificate ; ces cours sont proposés actuellement aux étudiants ; ils sont rédigés en anglais et en sesotho. En 1977, des cours de biologie humaine et sociale seront proposés. En ce moment, le centre offre un cours de mathématiques modernes niveau « O » préparant au G.C.E. (12), et élabore, en commun avec les organismes-frères du Botswana et du Swaziland, des cours niveau « O » en au moins cinq autres matières. Ces cours seront également soutenus par des cours sur place et des programmes-radio.

(12) General Certificate of Education, déjà cité.

le Swaziland



Le Swaziland compte environ 470 000 habitants pour une superficie de 17 364 km². Il fut sous administration britannique entre 1899 et 1968, il est aujourd'hui gouverné par le roi qui a pris les pleins pouvoirs. Son armée de 650 hommes est équipée et formée par l'Afrique du Sud. 10 000 Afrikaners y jouissent d'un statut privilégié... Comme les autres pays de la région, le Swaziland fait partie de l'Union douanière sud-africaine et dépend de son réseau de communication.

Bien que l'I.E.C. n'ait pas été directement impliqué dans le télé-enseignement au Swaziland, il peut être intéressant de voir en gros ce qui s'y passe pour compléter le tableau en Afrique Australe. Au début des années soixante, le Swaziland était un refuge possible pour les exilés de la R.S.A. ; un centre pédagogique, Ephesus House, fut créé dans une orange-rie par des services d'entraide scandinaves pour

satisfaire les besoins pédagogiques des réfugiés. Il fonctionnait de deux façons : avec des cours à l'école même, conçue comme un internat et avec des cours par correspondance pour les non-pensionnaires. Les étudiants swazi pouvaient aussi suivre les cours par correspondance ; le temps passant, il devint clair qu'aider les réfugiés et offrir un enseignement étaient deux tâches plus distinctes qu'elles ne l'avaient semblé à première vue. L'organisme d'aide aux réfugiés a gardé le nom d'Ephesus House, mais le centre pédagogique international du Swaziland a été alors créé et chargé d'offrir des cours par télé-enseignement dans tout le pays. Il diffère du B.E.C. et du L.D.T.C. par son internat, qui lui donne la possibilité de mêler cours professoraux et travail par correspondance. Le centre dispose d'un excellent équipement technique réparti en ateliers et bâtiments de ferme ; le S.I.E.C. (13) peut ainsi assurer des tâches importantes d'enseignement technique à distance.

conclusion

Nous sommes un organisme jeune et nous hésitons à tirer trop de conclusions sur des techniques encore bien nouvelles, attelant sous le même joug les cours imprimés, radiodiffusés et professoraux. Il y a en effet à peine dix ans que des essais semblables se font dans le Tiers-Monde. Ils sont un vivant contraste avec l'histoire de l'école, qui remonte au moins à l'Athènes de Périclès, ou avec l'histoire de l'enseignement non traditionnel qui est aussi vieille que l'homme. Cette expérience, pourtant, nous autorise à formuler trois conclusions.

- En premier lieu, on constate que les possibilités offertes par le télé-enseignement sont nombreuses. Il y a un abîme entre l'enseignement sur les pâturages tribaux au Botswana et celui de la biologie humaine dans les classes de l'île Maurice. Dans les deux cas, pourtant, le télé-enseignement a contribué à mieux instruire des gens qui n'auraient reçu, autrement, aucune instruction. Nous n'avons travaillé que sur une petite échelle et les possibilités du télé-enseignement sont loin d'être épuisées. Nous avons connu des échecs, des succès aussi ; mais l'idée que l'on peut utiliser le télé-enseignement pour étendre l'instruction à des groupes désavantagés nous semble toujours bonne.

- La deuxième conclusion est qu'il y a avantage à mêler les enseignements traditionnels et non-traditionnels. Lors des premiers cours radiodiffusés du B.E.T., le ministre de l'Éducation a dit : « les éducateurs parlent quelquefois des différences entre l'enseignement traditionnel et le non-traditionnel. J'aimerais mieux parler des besoins pédagogiques propres au Botswana en expansion. C'est pour satisfaire ces besoins, quels qu'ils soient et où qu'ils soient, que nous avons lancé le B.E.C. ». Pour l'étu-

diant, comme pour le ministre, la distinction entre enseignement traditionnel et non traditionnel peut être confuse. Quand le responsable du développement de la communauté, travaillant avec le B.E.C., est venu parler du cours pour les C.D.V., on lui a posé autant de questions sur les cours traditionnels préparant aux examens, que sur ceux destinés aux C.D.V. C'étaient les mêmes personnes qui posaient les questions sur ces deux cours. Beaucoup d'entre nous désirent voir tomber les barrières entre enseignements traditionnel et non-traditionnel, afin qu'un enfant ou un adulte, désireux d'apprendre, dispose de méthodes d'enseignement nombreuses et variées. C'est peut-être ainsi que nous pourrions tirer davantage d'un apprentissage libre de sujets qui nous touchent (ce que recherchent des visionnaires comme Illich et Freire), tout en gardant les avantages des structures pédagogiques existantes. Si ceci entre dans notre optique (des possibilités d'instruction plus nombreuses et plus ouvertes), quand nous créons de nouveaux organismes pédagogiques, ils devraient, dès le début, s'intéresser aux deux formes d'enseignement, le traditionnel et le non-traditionnel. L'histoire des trois établissements, au Botswana, au Lesotho et à l'île Maurice, justifie cette opinion.

- En dernier lieu, notons que les trois établissements sont de petite taille. Leurs développements ont été fonction de la situation politique propre à chaque pays. Nkrumah disait : « Cherche d'abord la politique ». Le premier conseil à donner à la personne qui crée un organisme de télé-enseignement serait peut-être de s'assurer qu'elle connaît la politique du pays où elle va l'instaurer. Le deuxième conseil serait la modestie. Ces trois établissements ont débuté avec des ressources financières réduites et travaillent avec des moyens technologiques modestes. Le personnel délégué vers chaque établissement n'a jamais dépassé six personnes ; si leur impact sur le système pédagogique du pays a été nécessairement faible, ce peut être un grand avantage de travailler à cette échelle, si l'on compare aux besoins créés par des projets technologiques plus ambitieux.

Hilary PERRATON,
Institute of Education,
Londres.

Les légendes des cartes de cet article sont extraites de Croissance des Jeunes Nations - Avril 1977.

(I) T. Doods, H. Perraton et M. Young *One year's work : the International Extension College 1971-1972* (I.E.C. Cambridge 1972) ; un rapport général plus récent sur l'œuvre de l'I.E.C. se trouve dans le livre de H. Perraton : *Food from learning : International Extension College 1971-1972* (I.E.C. Cambridge 1976).

(II) Pour un rapport plus complet sur le M.C.A., se reporter à l'ouvrage de T. Doods : *The Mauritius College of Air : the first two years*. (I.E.C. Cambridge 1975).

(III) *Plan du développement national 1973-1978* (Government Printer, Gaborone 1973), p. 104, du ministère des Finances et du Développement du Botswana.

(IV) Un rapport plus complet se trouve dans le livre à paraître de H. Perraton : *Starting the Botswana Extension College*. (I.E.C. Cambridge 1977).

(V) Cf. Paulo Freire : *La pédagogie des opprimés* (Herder, New York, 1972).

(13) Swaziland International Education Centre : Centre Pédagogique International du Swaziland, cité plus haut.